



HAL
open science

Thaïlande : vers le point de rupture

Arnaud Dubus, Bruno Jetin

► **To cite this version:**

Arnaud Dubus, Bruno Jetin. Thaïlande : vers le point de rupture. F. Robinne; J. Jammes Asie du Sud-Est 2014, Les Indes savantes-IRASEC, pp.319-346, 2014. halshs-02020054

HAL Id: halshs-02020054

<https://shs.hal.science/halshs-02020054v1>

Submitted on 15 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Citation: A. Dubus, B. Jetin (2014). "Thaïlande: Vers le point de rupture". In, F. Robinne et J. Jammes (éditeurs), *Asie du Sud-Est 2014*, Paris et Bangkok, Les Indes savantes-IRASEC, p 319-346.

Thaïlande : vers le point de rupture

Arnaud Dubus, Bruno Jetin

La longue phase de latence politique, qui a occupé la première moitié du mandat du Premier ministre thaïlandais Yingluck Shinawatra, dont le parti Pheu Thai avait remporté les élections de juillet 2011, est arrivée à son terme à la fin de l'année 2013. Une certaine fausse naïveté de la dirigeante du pays sur l'influence politique persistante de son frère, Thaksin Shinawatra, Premier ministre entre janvier 2001 et septembre 2006 et qui a fui en exil peu avant sa condamnation pour abus de pouvoir en 2008, n'arrive plus à donner le change. Thaksin lui-même, qui pèse fortement sur la direction des affaires via des conférences Skype et en recevant des visites de membres dirigeants du Pheu Thai, n'a plus guère la patience d'attendre un changement progressif de situation qui lui permettrait de rentrer au pays. Les masques sont tombés. Et, dans les derniers mois de 2013, une confrontation pointait entre le Parti Démocrate d'opposition et le Pheu Thai - et plus largement entre les forces anti-Thaksin et le clan Thaksin - sur la question de la proposition de loi d'amnistie permettant le retour au pays de « l'homme de Doubaï ».

La longue période de calme relatif a toutefois permis au gouvernement de Yingluck de mettre en place les principaux éléments de sa politique économique, articulée autour d'une relance par la consommation, d'un programme controversé de subventions aux riziculteurs et d'un programme colossal de mégaprojets d'infrastructures. Globalement, cette politique, à la fois keynésienne et clientéliste, a aggravé l'endettement du pays sans permettre d'éviter un ralentissement net de la croissance, tout en ouvrant de nombreuses possibilités de corruption. Quoiqu'il en soit, Yingluck elle-même – qui n'a jamais été mise en cause personnellement dans le cadre d'une affaire de corruption - reste populaire aux yeux d'une majorité des Thaïlandais : selon une enquête menée par l'institut Abac de l'université Assumption auprès de 2.168 Thaïlandais à Bangkok et en province en mai 2013, 52,8 % des personnes interrogées continuaient à soutenir Yingluck à la tête du pays¹.

1. Un accommodement inconfortable

Le début de l'année politique 2013 en Thaïlande s'est poursuivi sur la lancée de 2012 : manœuvres souterraines sur fonds de calme relatif. Même le bouillant Thaksin depuis son exil a réussi à se tempérer. Lors d'une conférence Skype au début de mars, il demande à la direction du Pheu Thai de pousser la proposition de loi d'amnistie « afin de conserver le soutien des Chemises rouges (i.e. les partisans de Thaksin, généralement issus des milieux défavorisés) », mais en évitant de créer la perception que cette proposition de loi vise à lui bénéficier à lui-même². Yingluck, de son côté, semble avoir mis en place un *modus vivendi* relativement stable avec l'establishment conservateur et les militaires. Les termes en sont les suivants : l'image de la monarchie est préservée grâce à une campagne agressive du gouvernement à l'encontre des « crimes de lèse-majesté », le pouvoir civil n'empiète pas sur les prérogatives des militaires et Yingluck peut continuer à représenter son frère à la tête du pays³. Il est notable que, même si les

¹*Political risks for Yingluck govt on the rise, survey finds*, The Nation, 26 mai 2013

²*Thaksin orders amnesty push*, Bangkok Post, 12 mars 2013

³*Thailand's stalemate and uneasy accommodation*, Thitinan Pongsudhirak, Bangkok Post, 15 février 2013

forces conservatrices opposées au clan politico-affairiste de la famille Shinawatra restent puissantes dans le pays, celles-ci ne parviennent pas à mobiliser la masse critique de manifestants qui pourrait permettre de menacer le gouvernement, comme le montrent les fiascos successifs des rassemblements de Pitak Siam, des Masques blancs « V for Thailand » et de la Force populaire pour la démocratie pour renverser le Thaksinisme (Pefot), divers avatars du mouvement anti-Thaksin.

Les élections pour le poste de gouverneur de Bangkok rappellent toutefois l'état de division du pays en deux blocs nettement séparés. Habituellement déconnecté de la situation politique nationale, le scrutin, qui se tient le 1^{er} mars avec un taux de participation élevé (64 %), est cette fois-ci marqué par la montée d'un système bipartisan fortement polarisé. Les candidats indépendants sont évincés et Sukhumbhand Paribatra, gouverneur sortant et membre du Parti Démocrate, l'emporte avec 46,3 % des voix contre 39 % pour son rival du Pheu Thai Pongsapat Pongcharoen. Les deux candidats ont été activement soutenus durant la campagne par les leaders de leur camp politique respectif, Abhisit Vejjajiva pour Sukhumbhand et Yingluck Shinawatra pour Pongsapat, ne laissant aucun doute sur les enjeux de l'élection. La victoire sans éclat de Sukhumbhand sauve le Parti Démocrate du naufrage après une série de défaites électorales au niveau national, mais pourrait empêcher une transformation nécessaire du parti s'il veut tenir son rang face au Pheu Thai lors du scrutin législatif de l'été 2015.

2. Le discours de Mongolie et le renforcement des tensions

C'est à l'occasion d'un discours prononcé le 29 avril 2013 à Oulan-Bator en Mongolie devant la Conférence de la communauté des Démocraties que Yingluck tombe le masque. Dans ce discours très politique⁴, le Premier ministre se présente, elle et son frère Thaksin, comme des chantres de la démocratie en butte aux basses attaques des forces anti-démocratiques que sont les opposants politiques, les auteurs du coup d'Etat du 19 septembre 2006 (qui a renversé Thaksin) et les « soi-disant agences indépendantes (créées par la constitution de 2007) qui ont abusé du pouvoir qui devrait appartenir au peuple » (parmi ces agences, la Commission anti-corruption qui a enquêté sur les malversations financières de Thaksin, la Commission Nationale des droits de l'Homme et l'Agence de lutte contre le blanchiment d'argent). Les infractions massives aux droits de l'Homme commises sous les gouvernements Thaksin (3.000 morts lors de la « guerre contre la drogue » en 2003, massacre de Tak Bai en octobre 2004, attaques contre l'indépendance de la presse...), sont passées sous silence. Parallèlement, le Département des Enquêtes Spéciales (DSI, équivalent thaïlandais du FBI) accentue la pression sur les leaders du Parti Démocrate Abhisit Vejjajiva et Suthep Thaugsuban qu'elle considère comme « responsables de la répression d'avril-mai 2010 » tout en disculpant les militaires⁵.

Ce discours annonce la posture plus agressive adoptée ensuite par les forces pro-Thaksin qui culmine en octobre 2013 avec la modification en catimini par un Comité parlementaire d'une proposition de loi d'amnistie en discussion depuis plus d'un an. Un Comité restreint de l'Assemblée nationale dominé par des parlementaires Pheu Thai change les termes de la proposition de loi pour inclure Thaksin, les leaders des divers mouvements de protestation et les autorités responsables de la répression d'avril-mai 2010, tout en continuant à exclure les personnes poursuivies ou condamnées pour crimes de lèse-majesté. A l'origine, le texte ne visait que les manifestants condamnés pour des crimes politiques entre 2006 et 2010. La nouvelle version vise clairement à l'invalidation des décisions du Comité d'examen des biens (*Assets Scrutiny Committee*) qui, après le coup de 2006, avait enquêté sur les malversations financières de la famille Thaksin, ainsi que de celles de la Commission nationale anti-corruption qui avait pris le relais du comité après sa dissolution. Au terme de la procédure, la Cour suprême avait

⁴ Le texte du discours est reproduit intégralement dans *Thai PM gives Strong Speech on Democracy*, Bangkok Post, 30 avril 2013

⁵ *Setting the stage for The Boss*, Voranai Vanijaka, Bangkok Post, 5 mai 2013

saisi en février 2010 46 milliards de bahts (environ 1,1 milliard d'euros) de la fortune de Thaksin pour malversation lors de la vente au début de 2006 du conglomérat familial Shin Corp à la firme singapourienne Temasek. La nouvelle version de la proposition de loi annulerait ce jugement ainsi que la condamnation de Thaksin à deux ans de prison en octobre 2008, par la division politique de la Cour suprême, pour abus de pouvoir dans le cadre de l'achat d'un terrain par son épouse⁶. Ce « coup d'Etat silencieux », comme a été qualifiée la modification de la proposition de loi par l'éditorialiste politique Veera Prateepchaikul, a, de manière prévisible, provoqué un branle-bas de combat au sein de l'opposition au clan Thaksin et risque de relancer la confrontation politique, à moins que les parlementaires Pheu Thai ne décident à faire marche arrière⁷. Fin 2013, la proposition de loi devait encore être approuvée en deuxième et en troisième lecture au parlement. De manière caractéristique au cours de ces journées agitées, Yingluck a joué les innocentes en répondant aux journalistes que toute cette affaire « était du ressort du comité parlementaire ». Les Chemises rouges elles-mêmes, par la voix de Thida Thavornseth, présidente du Front uni pour la démocratie contre la dictature (UDD), se sont opposées à cette révision de la proposition de loi d'amnistie qui aboutirait à disculper les auteurs, militaires et civils, de la répression d'avril-mai 2010. Ce regain de tension politique intervient alors même que la conjoncture économique extérieure et intérieure limite la marge de manœuvre du gouvernement de Yingluck, lequel surcharge l'Etat d'emprunts pour financer un très ambitieux programme de construction d'infrastructures.

3. Une conjoncture économique médiocre

L'économie de la Thaïlande s'est ralentie au cours de l'année 2013⁸ et s'achèvera sur une croissance modeste proche de 3,7% au lieu de 5% prévu au début de l'année par les principales institutions nationales⁹ ou internationales¹⁰. Et ce, alors que la Thaïlande se devait de récupérer les pertes de croissance occasionnées par la crise internationale de 2008-2009 puis les ruptures d'approvisionnement dues à la catastrophe de Fukushima et les inondations catastrophiques de 2011. Pour 2014, les perspectives sont plus pessimistes avec un taux de croissance qui devrait probablement se situer entre 3 et 4% selon les prévisions initiales des institutions privées et entre 4 et 4,8% selon les institutions publiques. Comment expliquer ces résultats médiocres ?

Tout d'abord, les mesures de relance de l'économie adoptées en 2011-2012¹¹ n'ont eu un impact positif que sur la courte durée. A partir de 2013, certaines ont au contraire entraîné des effets négatifs. Ces mesures concernent l'augmentation du salaire minimum à 300 bahts par jour et les subventions au premier achat de voiture neuve et de logement qui ont profité essentiellement aux classes moyennes supérieures et aux riches.

La hausse du salaire minimum était une promesse de campagne du Pheu Thai en 2011. Elle a eu lieu en deux étapes. Elle a d'abord été instaurée dans sept provinces pilotes à partir d'avril 2012, puis généralisée à l'ensemble du pays début 2013¹². L'augmentation du salaire minimum n'a pas eu d'impact important sur la consommation pour plusieurs raisons. Pour commencer, les salariés

⁶ *Blanket amnesty gets panel nod*, Bangkok Post, 19 octobre 2013

⁷ *Tense times as revised amnesty bill awaits*, Veera Prateepchaikul, Bangkok Post, 21 octobre 2013

⁸ Après ajustement des fluctuations saisonnières, le PIB de la Thaïlande s'est contracté de -1,7% au premier trimestre 2013, par rapport au trimestre précédent, puis de -0,3% au deuxième trimestre. Source: Bureau national du développement économique et social (National Economic and Social Development Board, NESDB), Press Release QGDP 2/2013.

⁹ La Banque de Thaïlande a révisé son estimation du taux de croissance de 5% en janvier à 3,7% fin octobre 2013. Le NESDB reste plus optimiste avec une estimation entre 3,8% et 4,3%.

¹⁰ Comme la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement.

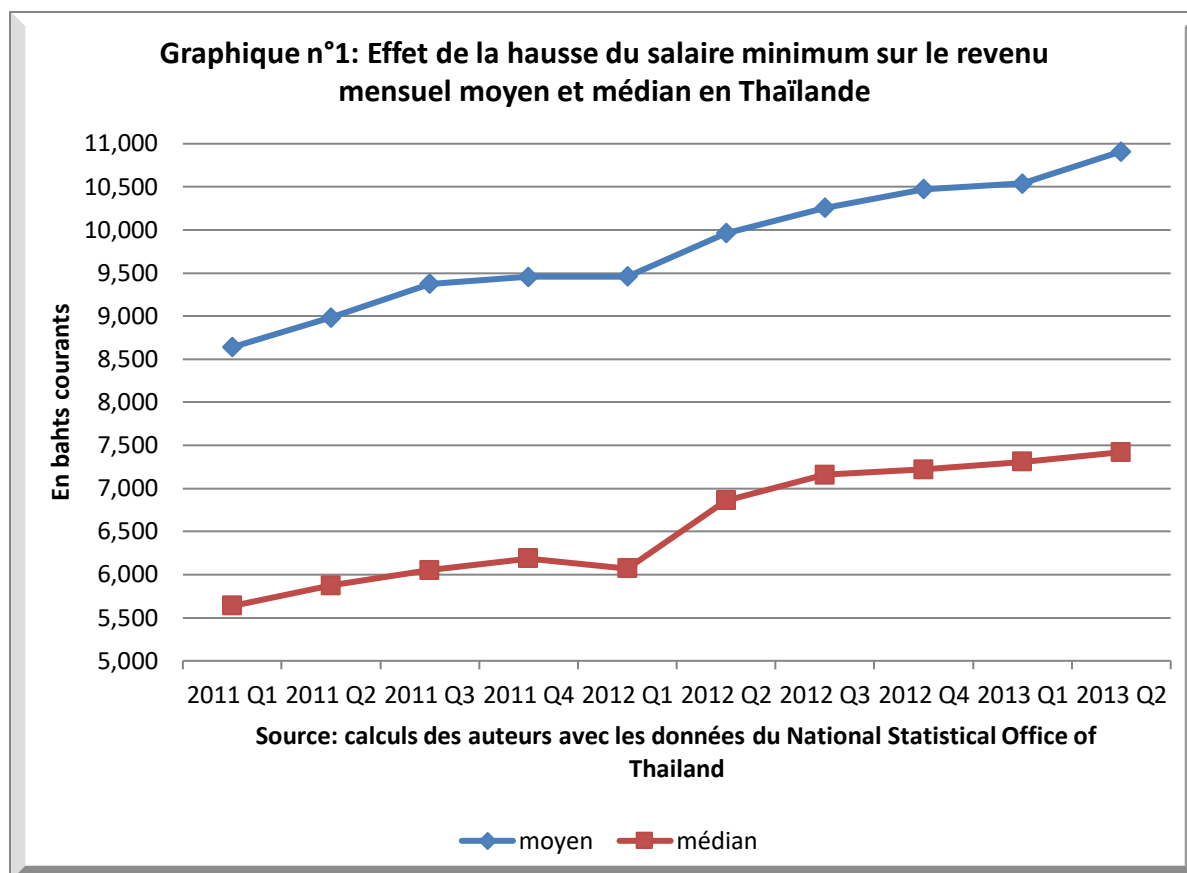
¹¹ Voir A. Dubus et B. Jetin (2012). « Thaïlande, l'abcès gonfle ». Dans « l'Asie du sud-est 2013 » sous la direction de Jérémy Jammes, IRASEC.

¹² Auparavant, le salaire minimum était non seulement plus faible, mais variait aussi fortement d'une province à une autre.

ne représentent en Thaïlande en 2012 que 41,5% de l'emploi, proportion en baisse depuis la crise¹³. Si l'on retire les salariés des entreprises privées informelles, (pour l'essentiel des petites et moyennes entreprises) qui souvent n'appliquent pas la loi surtout lorsqu'il s'agit d'augmenter les salaires, l'emploi salarié ne représente plus que 36,1% de l'emploi total soit environ 14,3 millions de travailleurs sur un total de 39,6 millions¹⁴. Par ailleurs, dans les entreprises formelles, l'augmentation n'a pas été suffisamment importante pour la population résidant à Bangkok et dans le Grand Bangkok car, le coût de la vie étant plus important, le salaire minimum y était déjà plus élevé. L'effet sur la consommation a donc été faible dans cette région. Enfin, certaines entreprises, que ce soit des PME ou de grandes firmes multinationales, ont réagi en licenciant de nombreux salariés dont certains se sont alors tournés vers l'emploi informel moins bien rémunéré. Ces licenciements ont eu pour effet d'empêcher les salariés les moins bien payés de profiter de salaires plus élevés et donc de consommer plus. Dans ces conditions, l'augmentation du salaire minimum à 300 bahts par jour (environ 7,5 euros), soit sur une base de 24 jours travaillés par mois environ 7200 bahts par mois (180 euros), ne pouvait avoir qu'un effet d'ensemble limité même si on peut escompter un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'échelle salariale et les autres catégories de revenus. Le graphique n° 1 qui porte non pas sur le seul salaire mais sur le revenu des ménages montre que la hausse du revenu moyen a été de 9,4% entre le troisième trimestre de 2011 et celui de 2012, puis de 6,4% entre le troisième trimestre 2012 et le deuxième trimestre de 2013 (dernier connu). Pour le revenu médian, les hausses sont respectivement de 18,2% et 3,7%. Le graphique montre aussi qu'après la généralisation du salaire minimum à 300 bahts par jour au premier trimestre de 2013, le revenu mensuel médian est d'environ 7500 bahts (188 euros) soit à peine plus que le salaire minimum mensuel. Autrement dit, 50% des thaïlandais ont un revenu inférieur au salaire minimum. C'est dire l'ampleur des progrès qui restent à accomplir pour améliorer le niveau de vie de la majorité des Thaïlandais.

¹³ Dont 8,9% de fonctionnaires. Le reste de l'emploi se compose d'employeurs (2,4%), de travailleurs à compte propre (32%), de travailleurs familiaux non rémunérés (24%), et de membres de coopératives (0,1%). Source : calculs des auteurs avec les données du National Statistical Office of Thailand.

¹⁴ Source : calculs des auteurs avec les données de l'Office national de la statistique de Thaïlande (National Statistical Office of Thailand, NSO) de 2012, derniers chiffres en année pleine connus. On note des pointes de l'emploi informel dans la région nord-est (77,5%), la plus peuplée, et du nord (73%), alors qu'à Bangkok l'emploi informel ne représente que 32,6% de l'emploi total.



Comme on pouvait s’y attendre, la hausse a donc été sensible pour les plus bas revenus surtout en 2012. Dans l’industrie manufacturière où les salariés du secteur privé formel sont les plus nombreux, l’impact a été encore plus net avec une hausse de revenu moyen respectivement de 22% et 6,6% et du revenu médian de 26,2% et 3%. Ces hausses peuvent sembler spectaculaires, mais elles doivent être mises en perspective. Durant la période 1999-2007 qui sépare « la crise asiatique » de la crise des *subprimes* née aux Etats-Unis, mais aussi pendant la période récente (2008-2011), le salaire minimum en Thaïlande n’a accompagné ni l’inflation ni les gains de productivité du travail¹⁵. La Thaïlande est l’un des pays d’Asie du sud-est où la hausse des salaires a été la plus modeste. L’augmentation du salaire minimum décidée par le gouvernement Pheu Thai n’est en fait qu’un rattrapage partiel du retard accumulé¹⁶ dans un pays où la faiblesse de la négociation collective¹⁷ ne permet pas aux salaires d’accompagner plus régulièrement les progrès de la croissance. Dans ces conditions on ne pouvait en attendre un effet spectaculaire sur la consommation des ménages.

Les subventions à la consommation ont stimulé la demande de biens de consommation durables au cours de l’année 2012. Les classes moyennes aisées ont bénéficié d’un crédit d’impôt de 500 000 bahts (12 500 euros) pour l’achat d’un logement neuf et de 100 000 bahts (2500 euros) pour le premier achat d’une voiture neuve. Ces mesures ont bien eu l’effet de relance escompté au cours de l’année 2012 mais elles ont conduit à un endettement excessif des ménages et entraîné un recul de la consommation en 2013 quand elles ont pris fin. Au premier

¹⁵ Voir à ce sujet le « Rapport mondial sur les salaires 2012-2013 », Organisation internationale du travail (2013), p 23.

¹⁶ On observe que l’économie s’est parfaitement accommodée de la hausse du salaire minimum, et si des entreprises ont réduit leurs effectifs, il n’y a pas de hausse du chômage qui reste à un niveau très faible, contrairement aux pronostics pessimistes qui avaient suivi l’annonce de la hausse du salaire minimum.

¹⁷ La Thaïlande n’a jamais ratifié la convention de l’Organisation internationale du travail relative au droit à la négociation collective, malgré les demandes répétées des syndicats thaïlandais réitérées sans succès auprès du Pheu Thai.

trimestre de 2013, l'endettement des ménages atteignait 77,5% du produit intérieur brut (PIB) contre seulement 28,8% lors de la grande crise dite « asiatique » de 1997¹⁸. Il ne serait pas prudent d'aller plus loin dans l'endettement des ménages comme aux Etats-Unis où en 2007, à la veille de la crise des *subprimes*, il dépassait les 100% du PIB. Mesuré par rapport au revenu disponible des ménages le remboursement de la dette représenterait maintenant 33,8 %¹⁹, un niveau critique au-delà duquel on considère qu'un ménage ne peut plus faire face à ses obligations. Les possibilités d'accroître la consommation interne par l'endettement sont donc épuisées et seule la poursuite du rattrapage du salaire réel comme évoquée plus haut accompagnée d'une réduction des inégalités de revenu permettraient le rééquilibrage de la croissance en faveur de la consommation interne.

Si la demande interne ne tient pas ses promesses, la demande externe n'offre pas d'alternative. Le marché européen reste déprimé, la demande américaine est tout juste convalescente et surtout l'économie chinoise qui était le dernier moteur de la croissance mondiale est en train de ralentir. En conséquence, les exportations thaïlandaises ont reculé de mai à juillet 2013 et seul le rebond espéré à l'occasion des fêtes de fin d'année permet d'envisager une hausse modeste des exportations de l'ordre de 2 à 3% pour l'ensemble de l'année au lieu des 7% escomptés par le gouvernement début 2013.

4. Des « mégaprojets » pour relancer la croissance ?

Dans ces conditions, le gouvernement place beaucoup d'espoir dans le lancement rapide de « mégaprojets »²⁰ d'investissement pour un montant de 2 trillions de bahts (environ 50 milliards d'euros) à réaliser sur une période de sept ans. L'essentiel comprend la construction de quatre lignes de train à grande vitesse²¹ qui permettrait d'accélérer le transport des personnes et des marchandises. S'y ajoute la multiplication des voies à double sens, l'amélioration du réseau routier et des autres infrastructures. L'objectif est de faire de la Thaïlande un des pays les mieux positionnés pour profiter du développement économique attendu de la réalisation de la Communauté économique de l'ASEAN en 2015 mais aussi de l'intégration croissante de l'ASEAN au sud de la Chine et au nord-est de l'Inde. Les projections les plus futuristes imaginent qu'en reliant son train à grande vitesse à celui de la Chine, via la ligne Bangkok – Nong Khai, la Thaïlande pourrait profiter dans un futur lointain de la connexion du réseau ferré à grande vitesse chinois à celui de l'Allemagne via la Turquie. Il serait alors possible à la Thaïlande d'exporter par le rail des marchandises légères comme les semi-conducteurs en 15 jours au lieu de 45 actuellement par la voie maritime²². A cela s'ajoute les conséquences de la normalisation des relations avec la Birmanie et son ouverture économique dont la Thaïlande souhaite tirer le maximum de profit en termes d'opportunités d'investissement et de multiplication des échanges. Il ne s'agit pas nécessairement de projets grandioses comme la construction de lignes ferroviaires mais ils ont quand même leur importance pour le développement régional. Pour ne citer qu'un exemple, la signature d'un accord de cessez-le-feu entre l'Etat birman et l'Union nationale Karen en janvier 2012 laisse envisager un développement économique même timide dans une des régions les plus pauvres de la Birmanie, l'Etat Kayin, qui jouxte la région nord-ouest, elle-même enclavée et peu développée, de la

¹⁸ Cette situation n'est pas propre à la Thaïlande. On la retrouve dans d'autres pays de la région qui ont eu recours à des mesures de relance équivalentes. La dette des ménages atteint 80,2% du PIB en Malaisie, 91,1% en Corée du sud et 96,4% à Taiwan selon les données collectées par CIMB Thai Bank et publiées par le Bangkok Post dans l'article *CIMBT's is gloomiest growth forecast yet* du 19 septembre 2013.

¹⁹ Source : *Heavy debt weighs on Southeast Asian consumers*, Jeremy Grant, Financial Times, 20 août, 2013.

²⁰ C'est le nom retenu en Thaïlande pour désigner ce programme de grands travaux.

²¹ Ces quatre lignes sont: Bangkok-Nong Khai (nord-est), Bangkok-Chiang Mai (nord), Bangkok-Hua Hin-Songkla (sud) et Bangkok-Rayong (centre industriel à l'est de Bangkok).

²² Selon Pansak Vinyaratn, conseiller en chef du Premier Ministre Yingluck Shinawatra, cité dans l'article du Bangkok Post: *Government lowers speed of railway megaprojects*, Darana Chudasri, 29 août 2013.

Thaïlande. La construction d'un hôtel de luxe à Hpa-an la capitale de l'Etat Kayin et le projet de construction d'un téléphérique par une firme malaisienne pour transporter pèlerins et touristes à un monastère proche situé sur le mont Zwegabin a déjà entraîné la création d'une liaison aérienne entre la ville de Mae Sot en Thaïlande plus facile d'accès et Mawlamyine, l'aéroport le plus proche côté birman²³. A terme, si le tourisme se développe, c'est l'activité économique des deux côtés de la frontière qui s'en trouvera stimulée dans une zone jusqu'à présent spécialisée, côté thaïlandais, dans les activités industrielles intensives en travail peu qualifié et mal payée car employant essentiellement des travailleurs birmans sans papier.

5. Contourner la loi pour aller plus vite ?

Pour que ces « mégaprojets » puissent commencer à se matérialiser et à entraîner l'économie, le gouvernement thaïlandais souhaite aller vite. Il a fait voter une loi créant un fonds spécial chargé de réunir les 2 trillions de bahts dont une grande partie doit être empruntée auprès des grandes banques thaïlandaises et remboursée sur une période de trente ans. En procédant de la sorte, le gouvernement contourne toutes les procédures budgétaires habituelles permettant au parlement de débattre dans le détail du bien-fondé des dépenses d'investissement envisagées et d'exercer son droit de contrôle dans la réalisation des projets. Le Parti Démocrate, qui forme l'essentiel de l'opposition parlementaire, critique la création de ce fonds spécial dont le mandat est volontairement très imprécis ce qui permettrait au gouvernement de modifier l'utilisation des fonds selon son bon vouloir. Le Parti Démocrate dénonce aussi la mise en place d'un système permettant d'attribuer des marchés à des entreprises proches du pouvoir et de faciliter la corruption. Enfin, il accuse le gouvernement du Pheu Thai d'endetter la Thaïlande de façon démesurée au-delà du taux maximum d'endettement fixé par la constitution à 60% du produit intérieur brut. La création du fonds spécial aurait pour but non avoué de contourner cette limite légale en retirant la dette supplémentaire des finances publiques. Le Premier Ministre Yingluck Shinawatra défend son projet en soulignant que la gestion des mégaprojets par le fonds spécial et non par le budget de l'Etat est la garantie qu'un futur gouvernement de l'opposition ne vienne annuler les décisions prises et que la confiance dans la réalisation des projets est indispensable à la participation des investisseurs thaïlandais et étrangers²⁴. Comme on le voit, la définition d'une stratégie économique de long terme ne peut faire abstraction des oppositions très marquées de la vie politique thaïlandaise et sa mise en œuvre s'inscrit nécessairement dans le cadre des réseaux clientélistes permettant au gouvernement de récompenser ses soutiens dans les milieux d'affaires et parmi les caciques politiques locaux. En témoigne la modification par le gouvernement actuel du tracé des lignes ferroviaires décidé par le gouvernement précédent. La liaison Bangkok – Chiang Mai est maintenant privilégiée, ce qui n'est pas sans rapport avec le fait que la capitale du nord est un des bastions électoraux du Pheu Thai et de la famille Shinawatra dont sont issus l'ancien Premier ministre, Thaksin et Yingluck sa sœur et actuel Premier ministre²⁵.

²³ Voir *Myanmar's ethnic conflicts. Waiting for the dividend*, The Economist, 25 octobre 2013.

²⁴ Yingluck Shinawatra a profité du sommet annuel ASEAN-Chine et du sommet de l'Asie de l'est pour convaincre les gouvernements chinois et japonais de participer à la construction des lignes à grande vitesse. Elle espère ainsi non seulement renforcer les relations économiques avec ces pays et profiter de leur savoir-faire industriel, mais aussi répondre à l'opposition qui dénonce sa propension à voyager au lieu de s'intéresser « aux problèmes des thaïlandais ».

²⁵ Selon un rapport de Satithorn Thananithichote publié le 13 octobre 2013 par l'Institut King Prajadhipok, la Thaïlande est le pays qui compte le plus grand nombre de dynasties politiques familiales devant le Mexique, les Philippines, le Japon, l'Argentine et les Etats-Unis. La famille Shinawatra en est un exemple parmi d'autres. Lert Shinawatra, le père de l'ancien Premier ministre Thaksin et de sa sœur, l'actuel Premier ministre Yingluck Shinawatra, a été élu député au parlement national pour la première fois en 1969 dans la circonscription de Chiang Mai. Lert Shinawatra a ensuite organisé sa succession en faisant élire à sa place son frère cadet Suraphan. Celui-ci sera élu quatre fois sur la période 1979-1988. Thaksin succèdera à Suraphan puis deviendra Premier ministre de 2001 à 2006. Après le coup d'Etat qui le renverse en 2006, son beau-frère Somchai Wongsawat entre en politique

Quoiqu'il en soit, même si la loi créant le fonds spécial est adoptée comme prévue à la fin 2013, il est douteux que les mégaprojets ne parviennent à relancer rapidement l'économie. On estime que seuls 20% des projets pourraient débiter en 2014, le reste et notamment les lignes ferroviaires à grande vitesse étant à peine au stade préliminaire de faisabilité. Le ministre des transports Chadchart Sittipunt a en fait annoncé un calendrier plus modeste : 100 milliards de bahts (2,5 milliards d'euros) devraient être engagés en 2014 et 200 milliards de bahts (7,5 milliards d'euros) en 2015. L'effet relance sera limité en 2014 puisque ces dépenses représenteront 0,7% du PIB et plus élevé en 2015 quand elles représenteront 2,1% du PIB. A plus long terme, si l'on en juge par la lenteur avec laquelle le plan de prévention des inondations de 350 milliards de bahts (environ 8,75 milliards d'euros) devant éviter de nouvelles inondations catastrophiques est mis en œuvre, la réalisation des mégaprojets devrait s'étaler bien au-delà de la période de sept ans.

6. Un « développement durable » éphémère

Les critiques de la société civile sont tout aussi importantes. Ces grands projets d'investissement vont peut-être relancer l'économie en donnant plus de vigueur au marché intérieur mais vont-ils aussi répondre aux besoins quotidiens des Thaïlandais et éviter de nouveaux désastres écologiques ? Beaucoup en doutent. La société nationale des chemins de fer thaïlandais est réputée pour la vétusté du matériel roulant et pour son incapacité à entretenir le réseau existant. Des pannes et des accidents ferroviaires sérieux ont provoqué l'exaspération des Thaïlandais contraints d'utiliser ses services et qui, pour un grand nombre, n'auront pas les moyens d'utiliser plus tard les trains à grande vitesse. Les bus de Bangkok sont quant à eux réputés pour leur dangerosité et l'agressivité de leurs chauffeurs. Dans tous ces domaines aucun progrès n'est enregistré malgré les promesses du ministre des transports Chadchart Sittipunt qui multiplie les déplacements médiatisés mais sans effets concrets. Quant au grand programme de prévention des inondations, il entraîne la construction de nouveaux barrages comme celui de la rivière Mae Wong qui menace le sanctuaire pour espèces protégées de Huai Kha Khaeng. Ce sanctuaire est inscrit au patrimoine de l'humanité et l'on y trouve les derniers tigres sauvages de Thaïlande. Pour protester contre le projet de barrage, des militants écologistes locaux ont entamé une marche de 388 kilomètres de Khamphaeng Phet à Bangkok où ils ont été accueillis le 10 septembre 2013 par plusieurs milliers de personnes au cours d'un rassemblement qui a reçu un écho très favorable dans les médias sociaux²⁶. L'association Stop global Warming a même convaincu le tribunal administratif central d'ordonner au gouvernement l'organisation d'enquêtes d'utilité publique dans 35 régions au cours des mois d'octobre et de novembre 2013 afin de consulter les populations affectées par la construction des nombreux réservoirs et canaux. Beaucoup de projets n'ont pas fait l'objet d'études d'impact sérieuses contrairement à ce que prévoit la législation. La construction d'un canal surélevé de 300 km dans la plaine centrale par une compagnie coréenne va modifier l'écosystème et l'environnement de dizaines de milliers de personnes dont certaines devront être déplacées alors même qu'elles n'en sont pas averties. Ces exemples montrent qu'à vouloir aller trop vite le gouvernement risque de s'aliéner une partie de l'opinion qui au départ ne lui était pas nécessairement défavorable.

7. La politique agricole au cœur des polémiques

et rejoint le parti « pro-Thaksin » d'alors, le parti Palang Prachachon (parti du Pouvoir du peuple), qui remporte les élections de 2007. Il devient ministre de l'Éducation puis Premier ministre de septembre 2008 à décembre 2008 avant d'être contraint de démissionner par le conseil constitutionnel. Après la victoire du nouveau parti Pheu Thai aux élections du 3 juillet 2011, Yingluck Shinawatra devient à son tour Premier ministre. D'autres membres de la famille ont par ailleurs été élus lors des dernières élections.

²⁶ Voir l'article: *Government must listen to the people over Mae Wong Dam*, Paritta Wangkiat Bangkok Post, 25 septembre 2013.

La politique agricole du gouvernement est elle aussi l'objet de polémiques et de contestation sociale. La mesure phare du gouvernement est de soutenir le revenu des riziculteurs en achetant leur récolte à un prix garanti supérieur d'environ 50% au prix du marché²⁷. C'est une mesure qui avait été annoncée par le Pheu Thai pendant la campagne électorale de 2011 et qui lui avait permis d'obtenir un vote massif des riziculteurs du nord et du nord-est. Le programme d'achat du riz à prix garanti, commencé en octobre 2011, est maintenant dans sa troisième année et a conduit à l'accumulation d'énormes stocks de riz²⁸ que le gouvernement peine à vendre même à perte, si bien que la Thaïlande qui a été le premier exportateur mondial de riz pendant trente ans a rétrogradé à la troisième place derrière le Vietnam et l'Inde. Selon Nipon Poanpongsakorn chercheur à l'Institut thaïlandais de recherche sur le développement (TDRI), les pertes accumulées sur la période allant d'octobre 2011 à octobre 2013 se montent à 600 milliards de bahts (15 milliards d'euros) et le gouvernement manquerait de fonds pour acheter la prochaine récolte de 2013-2014. Les pertes pourraient s'aggraver pour l'année 2014 dans la mesure où la production mondiale de riz et d'un grand nombre de produits agricoles s'annonce exceptionnelle conduisant les prix alimentaires à leur niveau le plus bas depuis trois ans.

Cette même baisse des produits agricoles est à l'origine d'un conflit qui oppose le gouvernement aux producteurs de caoutchouc dont un grand nombre se trouvent dans le sud de la Thaïlande, bastion traditionnel du Parti Démocrate²⁹. Les producteurs de caoutchouc sont eux aussi confrontés à une surproduction mondiale qui entraîne une baisse du prix du caoutchouc brut. A partir d'août 2013, ils ont réclamé le même avantage que celui des riziculteurs à savoir l'achat du prix du caoutchouc par le gouvernement au prix de 120 bahts le kilo au moment où le prix de marché était de 70 bahts en moyenne. En 2012, le gouvernement avait accepté une demande de ce type et avait dépensé 550 millions d'euros pour acheter 198 000 tonnes de caoutchouc qu'il avait eu beaucoup de mal à vendre. Pour éviter le même problème en 2013, le gouvernement a préféré accorder une subvention d'un montant équivalent directement aux producteurs à charge pour eux de vendre leur production et de moderniser leur système de production. Les producteurs du nord et du nord-est ont accepté cette proposition mais ceux du sud l'ont refusé. Ils ont bloqué de nombreuses routes et intersections à Nakhon Si Thammarat au cours du mois de septembre 2013 et se sont heurtés violemment à la police. Ces incidents ont été exploités par le Parti Démocrate qui a eu beau jeu de dénoncer l'intransigeance du gouvernement envers les producteurs de caoutchouc et sa complaisance envers les riziculteurs. Un compromis a été finalement trouvé mais ce conflit révèle l'insécurité de nombre d'agriculteurs thaïlandais face à la volatilité des prix agricoles dans un pays qui manque encore d'un certain nombre de capacités industrielles pour transformer lui-même ses matières premières. La Thaïlande ne transforme que 13% du caoutchouc qu'elle produit alors que la Malaisie par exemple transforme l'essentiel de sa production. S'il est normal qu'à court terme le gouvernement thaïlandais vienne en aide aux agriculteurs, la véritable solution se trouve dans une politique industrielle de long terme, seule à même d'assurer une plus grande valeur ajoutée aux produits thaïlandais et donc un revenu plus élevé à l'ensemble des participants à la chaîne de valeur. C'est certainement dans ce domaine de la poursuite de l'industrialisation incorporant l'innovation de produits et de procédés que pèche le plus la politique gouvernementale focalisée sur les dépenses d'infrastructure.

Au lieu de s'engager résolument dans cette voie, le gouvernement donne plutôt l'impression d'être à la recherche d'expédients qui peuvent apporter des solutions de court terme, voire de

²⁷ En octobre 2013 par exemple, les riziculteurs thaïlandais pouvaient vendre leur riz au prix de 775 dollars la tonne alors que le prix du marché mondial était de 400 dollars la tonne.

²⁸ L'Association des exportateurs thaïlandais de riz estime ces stocks à 17-18 millions de tonnes. Le Département de l'agriculture des Etats-Unis les estime à 15,5 millions. Le ministre adjoint du commerce thaïlandais, Yanyong Phuangrath, dément ces estimations et les évalue à 10 millions de tonnes dont 5 à 6 millions seraient déjà vendues.

²⁹ La Thaïlande est le premier producteur et exportateur mondial de caoutchouc naturel. C'est la troisième source de revenu d'exportation de la Thaïlande. Environ un million de familles vivent de sa production.

faire des « coups politiques » mais ne résolvent en rien les problèmes structurels de long terme. Ainsi, lors de la visite du Premier ministre chinois Li Keqiang en Thaïlande, le 14 octobre 2013, Yingluck Shinawatra a annoncé que la Chine avait accepté d'augmenter ses achats annuels de riz thaïlandais d'un million de tonnes et ses achats de caoutchouc de 200 000 tonnes par an. Ces importations chinoises supplémentaires de produits agricoles thaïlandais viendraient en paiement des investissements que des entreprises ferroviaires chinoises pourraient réaliser pour construire les lignes à haute vitesse. S'exprimant devant le parlement de Thaïlande, Li Keqiang a même rappelé qu'en raison « des liens très particuliers qui unissent la Chine et la Thaïlande », le vote du parlement pour le fonds spécial et les mégaprojets serait « un vote pour la Chine »³⁰. L'accord n'est pas officialisé et fait déjà l'objet de controverses. Mais son annonce est en soi révélatrice. Il permettrait à Yingluck de démontrer qu'elle a à cœur de trouver des solutions concrètes aux problèmes des agriculteurs évoqués précédemment grâce à sa « diplomatie économique ». Plus fondamentalement, cette annonce montre à quel point la Chine exerce une grande influence dans la région en pesant sur la politique interne des pays pour mieux défendre ses intérêts politiques et économiques. Si cet accord se confirmait, l'idée que les mégaprojets se réaliseraient dans les règles par la voie d'appels d'offre ouverts à la concurrence internationale permettant aux meilleures entreprises de l'emporter volerait définitivement en éclats.

8. Espoir dans le Sud

Après de nombreuses années d'impasse dans le sud à majorité musulmane du royaume, en proie depuis 2003 à une résurgence insurrectionnelle menée par des militants malais musulmans séparatistes, l'engagement fin février 2013 de négociations formelles entre l'Etat central thaïlandais et un mouvement rebelle, le Barisan Revolusi Nasional (BRN), a soulevé un espoir mesuré de progrès vers une solution pacifique. C'est étrangement l'exilé Thaksin Shinawatra qui est à l'origine de ce processus, soucieux sans doute de manifester sa présence politique et médiatique ainsi que son influence par tous les moyens possibles. Dès mars 2012, il a rencontré à Kuala Lumpur des officiels malaisiens et des représentants de divers mouvements rebelles et a établi le cadre du processus de négociations³¹. Du côté du gouvernement thaïlandais, l'équipe de négociateurs est menée par le secrétaire-général du Conseil national de sécurité (CNS) Paradorn Pattanabutr, proche de Thaksin. Du côté des rebelles, la délégation d'une quinzaine de membres est dirigée par Hassan Taib, qui se présente comme l'un des leaders du BRN. Les pourparlers se sont déroulés selon une fréquence bimensuelle jusqu'à la fin octobre, mais se sont avérés plutôt décevants pour plusieurs raisons. D'abord, le degré d'influence d'Hassan Taib sur les forces rebelles sur le terrain est douteux. Le niveau de violences ne s'est pas amoindri depuis le démarrage du processus. Des interviews de séparatistes sur le terrain par certains journalistes indiquent que ceux-ci font peu de cas de ces pourparlers³².

Par ailleurs, les représentants du BRN à la table des négociations – qui se déroulent à Kuala Lumpur, le gouvernement malaisien faisant office de facilitateur – ont imposé des conditions à la poursuite du processus qui sont difficilement acceptables par la partie thaïlandaise, notamment le retrait de toutes les forces de sécurité du Sud et une amnistie totale pour les rebelles. Il faut y ajouter le fait qu'il existe au moins quatre groupes rebelles majeurs actifs dans le cadre de l'insurrection, lesquels sont divisés en un grand nombre de factions³³, ce qui laisse peser un doute sur la représentativité d'Hassan Taib et de son équipe.

Du côté des autorités thaïlandaises, il n'y a pas non plus d'unanimité sur le processus de négociation. Dès le départ, l'armée s'est montrée réticente à coopérer avec un processus impulsé par son ennemi juré, Thaksin. De plus, le profil élevé adopté par le Conseil national de sécurité,

³⁰ Voir l'éditorial très critique du Bangkok Post : *Put the brake on Li's fast talk*, 14 octobre 2013.

³¹ *Peace process complicated by lack of unity and authority*, Don Pathan, The Nation, 31 janvier 2013

³² *Little optimism for breakthrough in Thailand's forgotten jihad*, Andrew R.C. Marshall, Reuters, 25 mars 2013.

³³ *Thailand and rebels agree to hold talks*, Thomas Fuller, International Herald Tribune, 1er mars 2013.

une agence attachée au Bureau du Premier ministre et qui est traditionnellement plutôt un organisme de conseil et d'analyse, agace le chef de l'armée de terre Prayuth chan-Ocha. Ainsi quand Paradorn Pattanabutr a commencé à évoquer la possibilité de discussions sur un statut administratif spécial pour les trois provinces du sud (Pattani, Yala et Narathiwat), le général Prayuth a-t-il vivement réagi en s'opposant à une telle « zone administrative spéciale », affirmant que « les locaux n'en voulaient pas ». ³⁴ Même si beaucoup d'observateurs insistent sur l'importance des négociations, il semble de fait que l'ouverture d'un processus formel, alors que les violences sur le terrain – de part et d'autre – ne diminuent pas, profite beaucoup plus aux négociateurs rebelles qu'au gouvernement. Le Parti Démocrate d'opposition a ainsi appelé à la suspension momentanée des pourparlers formels pour engager une série de négociations plus discrètes avec différents groupes dans l'objectif d'atteindre d'abord une diminution du niveau de violences ³⁵. Fin octobre, officiellement à cause des craintes de violences à l'occasion de l'anniversaire du massacre de Tak Bai mais sans doute à cause des pressions venant de toutes parts, Paradorn Pattanabutr a suspendu sine die le processus de négociations. Le bilan de plusieurs mois de pourparlers est maigre. Sur le terrain, le mouvement rebelle, divisé en de multiples cellules organisées au niveau des sous-districts, semble être engagé dans une logique absurde de poursuite des violences sans afficher d'objectif politique ou même militaire précis. Quant à l'armée thaïlandaise, elle s'accroche à une illusoire politique de « retournement » des rebelles qui n'a obtenu que très peu de succès jusqu'à présent.

Conclusion : Un horizon nuageux

Malgré sa popularité persistante, le crédit de l'administration Yingluck semblait, à la fin de 2013, fortement entamée par une gestion économique sans finesse et une stratégie politique grossière. Le parti Pheu Thai reste bien placé pour remporter le scrutin législatif de 2015 face à un Parti Démocrate qui excelle dans l'opposition mais n'arrive pas à se renouveler. La question centrale autour de laquelle l'ensemble de la vie politique s'articule reste celle du retour au pays de Thaksin Shinawatra et donc de son amnistie. A ce titre, les changements au sein de la tête de l'armée prévus le 1er octobre 2014 (avec le départ prévu du général Prayuth chan-Ocha) vont être cruciaux, Thaksin ne pouvant rentrer tant que celui-ci est en poste. Il est à noter qu'en devenant, lors du remaniement gouvernemental de juin 2013, ministre de la Défense, la Première ministre Yingluck a renforcé le nombre de sièges du gouvernement au sein du Comité de défense, lequel décide des promotions militaires. Si le nouveau chef de l'armée de terre se montre plus accommodant envers Thaksin que le général Prayuth, le mur dressé par les forces de l'establishment conservateur pour bloquer le retour de l'homme de Doubaï en sera notablement entamé.

³⁴*Be cautious on BRN demands: Army chief*, The Nation, 25 septembre 2013

³⁵*Abhisit urges BRN talks pause*, Bangkok Post, 3 juin 2013